



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

aide psychopédagogique

Question écrite n° 34929

Texte de la question

M. François Brottes attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'avenir des RASED (réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté). Ces réseaux ont été créés pour contribuer à la réussite de tous les élèves, en assurant l'égalité des droits par le respect des différences. Leur mission est de contribuer, sur le temps scolaire, et en étroite collaboration avec les parents, les enseignants, et les partenaires extérieurs à la prévention et à la remédiation de la difficulté scolaire. Constitués de trois catégories de professionnels titulaires de diplômes spécifiques (psychopédagogues, rééducateurs et psychologues), ils permettent une analyse approfondie des difficultés de l'élève dans leurs dimensions psychologiques, affectives, relationnelles, sociales et cognitives. Or les orientations du projet de loi de finances 2009 soulèvent de nombreuses inquiétudes quant à la pérennité du dispositif des RASED, qui apparaissent grandement menacés, tant dans leurs moyens (diminution importante du nombre de postes avec la réaffectation de 3 000 enseignants spécialisés sur des postes-classe), dans leur renouvellement (insuffisance de départs en formation de spécialisation), dans leur fonctionnement (de nombreux RASED incomplets ne peuvent pas proposer aux élèves les aides spécialisées nécessaires), que surtout par la confusion introduite entre les aides spécialisées du RASED et l'aide personnalisée apportée par les enseignants des classes, telle qu'elle se met en place depuis la rentrée de septembre 2008. Or cette aide, d'une nature différente de celle du RASED, ne peut en aucun cas se substituer à elle. Il souhaiterait donc connaître ses intentions sur cette question et les moyens qu'il entend mettre en oeuvre pour maintenir, compléter et renforcer ce dispositif d'aide essentiel.

Texte de la réponse

Aujourd'hui, environ 15 % des élèves quittent l'école primaire en connaissant de graves lacunes dans les domaines de la lecture, de l'écriture et des mathématiques. La réforme du primaire qui vient d'être mise en oeuvre par le ministre de l'éducation nationale vise à ce que chaque élève en difficulté reçoive désormais une réponse adaptée à sa situation : les deux heures libérées du samedi matin sont investies au profit des élèves en difficulté sous forme d'une aide personnalisée, notamment de remédiation et de remise à niveau dans les enseignements fondamentaux, dispensée par les maîtres de leur école ; des stages de remise à niveau en français et mathématiques sont également proposés aux CM1 et CM2, pendant les vacances scolaires, par petits groupes, à raison de trois heures par jour pendant une semaine. Les maîtres des classes sont les premiers à faire face, dans la classe et dans l'école, aux difficultés scolaires de leurs élèves. S'ils ne peuvent être les seuls à intervenir pour lutter contre toutes les formes de difficulté qui peuvent relever d'origines diverses, le recours aux RASED montre pourtant aujourd'hui ses limites : la fréquence des prises en charge par les maîtres spécialisés est trop ponctuelle ; les réseaux sont éloignés des projets d'enseignement des classes et des écoles, et dans la plupart des cas les élèves concernés quittent la classe pour la durée de la prise en charge, et donc n'assistent pas à certains enseignements fondamentaux. Aussi, la sédentarisation de 3 000 maîtres spécialisés des réseaux d'aide et de soutien des élèves en difficulté (RASED), la mise en place du dispositif d'aide personnalisée, tout comme le meilleur emploi des maîtres spécialisés travaillant en réseau, la formation et le maintien des 3 700 psychologues scolaires constituent désormais l'ensemble des réponses au

traitement de la difficulté scolaire dans toutes les classes. Ainsi, à la rentrée 2009, un ou plusieurs maîtres spécialisés itinérants seront affectés par l'inspecteur d'académie dans une école en tant que titulaires d'une classe à plein temps. Cette nouvelle implantation se fera, dans toute la mesure du possible, au sein de l'aire géographique d'intervention du RASED. Les enseignants concernés par cette mesure pourront exercer, s'ils le souhaitent, dans une école du secteur qu'ils connaissent déjà. Sinon, ils pourront participer au mouvement départemental des professeurs des écoles. L'action des 8 000 maîtres spécialisés structurés en RASED va être réinvestie spécifiquement pour intervenir sur les plus graves difficultés d'apprentissage, comportementales et psychologiques des élèves, répondant ainsi aux situations que les professeurs des écoles ne pourraient pas gérer dans le cadre des dispositifs ci-dessus. En outre, un plan national de formation des enseignants au traitement de la difficulté scolaire est prévu pour les professeurs des écoles qui en éprouveraient le besoin : 40 000 enseignants seront concernés sur cinq ans par ce plan de formation. Les RASED des zones rurales éloignées, compte tenu de leur spécificité, ne seront qu'exceptionnellement concernés par cette mesure. En effet des modalités d'intervention itinérantes peuvent se justifier sur des territoires dotés de petites structures scolaires disséminées. Dans ce nouveau cadre, la qualification du maître spécialisé, nommé sur un poste de ce type dans une école, continue à être reconnue, notamment à travers son régime indemnitaire propre.

Données clés

Auteur : [M. François Brottes](#)

Circonscription : Isère (5^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 34929

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 novembre 2008, page 9674

Réponse publiée le : 30 décembre 2008, page 11331